

# Downia



Le Monde

N° 580 du 14 / 02 / 2018

MEMBRE : MEDIAF

**Dialogue entre pouvoir et opposition :**

## Attention à l'intransigeance des acteurs politiques <sup>P.3</sup>



**L**oin de jouer aux oiseaux de mauvais augure, le dialogue prévu demain 15 février entre le pouvoir et l'opposition aura du plomb dans l'ail si les acteurs politiques ne mettent pas de l'eau dans leur vin. Le premier signe avant-coureur est venu de la mise en cause du communiqué publié le 2 février par les médiateurs annonçant le début des pourparlers. La suspension des marches de protestations préconisée jusqu'au début du dialogue avait été ainsi battue en brèche par l'opposition dès le lendemain...

**Le ministre Bawara sur la chaîne panafricaine africa24**

## Le gouvernement va au dialogue avec un esprit « d'ouverture et constructif » <sup>P.3</sup>



Le ministre Bawara

**Toujours des perturbations sur le plan social**

## La Cset se radicalise, le Synphot ne décolère pas <sup>P.4</sup>

**Sauver les secteurs de l'éducation et de la santé**

**Lancement officiel de l'Entreprise Sociale de Marché Commun (ESMC)**

## Un outil puissant pour l'atteinte rapide des ODD au Togo <sup>P.5</sup>



M. Essohamlom Sama, Gérant de l'ESMC

**JO de Pyeongchang/Ski de fond**

## Mathilde Amivi Petitjean termine à la 59e place <sup>P.7</sup>



# Comment ça va ?

## Très bien : Nana Akufo

Le dialogue, sauf revirement de dernière minute devrait débuter ce 15 février, soit demain. Et s'il faut remettre à Cesare ce qui est à Cesare et à Dieu ce qui est à Dieu, on dirait que c'est grâce à la médiation Ghanéenne. Nana Akufo en dépêchant à Lomé son ministre Albert Kan-Daapah, témoigné sans ambiguïté sa volonté de voir les acteurs de la crise togolaise s'asseoir autour d'une même table et parvenir à une solution définitive. Ça s'appelle du bon voisinage. Il est vrai, des procès d'intention ont été faits à son envoyé qui serait ami de longue date du



Président Faure Gnassingbé. Mais au finish, c'est le résultat final qui va importer. Vivement que les conclusions de ce dialogue aboutissent à apaisement du climat sociopolitique au Togo.

C'est l'une des chevilles ouvrières du dialogue inter togolais qui démarre demain. Il est celui-là même qui avait tenté d'initier en premier des contacts entre le pouvoir et l'opposition en mettant à disposition de cette dernière son avion personnelle. Mais la tentative avait échoué. Sans se décourager, il a relancé la machine, ce qui aboutira à l'audience donnée à la délégation du groupe des 14 partis à Conakry. Et tout dernièrement, c'est son Conseiller spécial avec rang de ministre Tibou Kamara qu'il a dépêché pour tenter de convaincre les protagonistes de la crise

## Bien : Alpha Condé



togolaise à aller à un dialogue, et cela semble payer. Il est vrai, on peut lui faire le reproche de ne pas maîtriser la situation dans son propre pays. Mais seule la fin justifiera les moyens.

## Mal : Muhammadu Buhari

Alors que les autres chefs d'Etat de la sous-région essaient de résoudre le problème togolais, le Président nigérian Muhammadu Buhari opte lui plutôt pour le désordre. Il est vrai, il a tenté de se ressaisir en précisant son idée lorsqu'il a reçu l'ambassadeur du Togo au Nigeria. Mais il faut dire que ses propos avaient tellement porté confusion que d'aucuns croyaient qu'il intimait l'ordre au pouvoir de Lomé de vider le plancher au profit de son opposition. Cela s'appelle s'immiscer dans les affaires internes d'un pays souverain, et c'est une faute diplomatique



grave. Le président Nigérian aujourd'hui a des difficultés avec Boko Haram qu'il n'arrive pas à gérer. Il ferait mieux de s'en occuper.

## Modes alternatifs de règlement des conflits

Les tribunaux sont totalement engorgés par des dossiers qui pourraient se régler à l'amiable, sans procès. L'idée est mettre en place un système de médiation ou de conciliation dans le cas de toutes petites affaires qui encombrant inutilement les juridictions, a indiqué lundi Pius Agbétomey, le ministre de la Justice. La médiation est le processus

par lequel un tiers impartial, indépendant et neutre, amène les parties en conflit à exprimer leurs besoins véritables puis les aide à convenir elles-mêmes de ce qu'il est approprié de faire pour sortir du conflit. La conciliation aura plutôt pour but de régler le litige.

Le ministre a donné des pistes comme la création de Maisons de justice et de droit, des

structures non juridictionnelles qui pourraient prendre de relais des juridictions traditionnelles. Il veut aller vite avec l'installation de ces structures dès la fin du mois d'avril à Lomé et dans plusieurs villes de l'intérieur. Il compte sur la collaboration des collectivités locales pour la mise en œuvre effective de ce projet.

Republicoftogo

## AVIS DE REMERCIEMENTS

Togbé MIKPOSSONOU Aboni II, Chef canton de Hompou  
Monsieur SOSSOU Innocent, Consultant en informatique  
Monsieur SOSSOU Victor James, Consul Honoraire de la République de Slovaquie au Togo  
Monsieur SOSSOU Jean-Baptiste, Consultant en informatique  
Leurs frères et sœurs,  
Leurs épouses, époux et leurs enfants,  
Les familles parentes, alliées et amies,  
Les Familles SOSSOU, AMEZIAN

*Profondément touchés par vos diverses marques de sympathies et d'affection que vous leur avez témoignées lors du décès et des obsèques de leur très chère et regrettée :*

**Veuve Amélie SOSSOU  
née AMEZIAN**

**rappelée à Dieu le 04 Décembre 2017  
à Lomé dans sa 96<sup>ème</sup> année  
et inhumée le samedi 03 février 2018  
à Lomé,**

*Renouvellent leurs sincères remerciements au Premier ministre, aux membres du gouvernement, aux députés, au corps diplomatique et consulaire, aux opérateurs économiques, aux délégations venues de la Côte d'Ivoire, du Bénin et à la population de Tohoun.*

*Que Dieu vous rende au centuple vos bienfaits.*



Dialogue entre pouvoir et opposition

## Attention à l'intransigeance des acteurs politiques

**Loin de jouer aux oiseaux de mauvais augure, le dialogue prévu demain 15 février entre le pouvoir et l'opposition aura du plomb dans l'ail si les acteurs politiques ne mettent pas de l'eau dans leur vin. Le premier signe avant-coureur est venu de la mise en cause du communiqué publié le 2 février par les médiateurs annonçant le début des pourparlers. La suspension des marches de protestations préconisée jusqu'au début du dialogue avait été ainsi battue en brèche par l'opposition dès le lendemain. Le deuxième signe est le fait que l'opposition s'arc-boute autour des mesures d'apaisement se déclinant en la libération des détenus arrêtés dans le cadres des incendies des marchés de Kara et de Lomé et ceux arrêtés lors des manifestations politiques. Toutes ces conditions ne sont pas de nature à faire espérer un quelconque résultat positif à l'issue de ce futur dialogue.**

Tibou Kamara et Albert Kan-Daapah, respectivement émissaire guinéen et ghanéen dans la crise togolaise avaient rendu public le 2 février un communiqué annonçant le début du dialogue entre pouvoir et opposition pour demain 15 Février. Ce communiqué avait bien évidemment reçu l'assentiment des deux parties prenantes de la crise que vit le Togo depuis août 2017, lequel communiqué préconisait la suspension des manifestations publiques jusqu'au début et pendant le dialogue. Cette information avait été bien évidemment accueillie par les Togolais qui espéraient voir le bout du tunnel sous peu. Mais ils vont très tôt déchanter.

### La coalition des 14 partis politiques tient toujours à ses préalables

Si la coalition des 14 partis de l'opposition dit ne pas être opposée au dialogue et tient même à rendre hommage aux autorités ghanéennes et guinéennes pour leur médiation, elle remet toutefois en cause le communiqué leurs émissaires. « On ne peut pas



Jean Pierre Fabre

prendre des mesures pour contrecarrer des dispositions constitutionnelles. Personne ne peut demander au peuple togolais de ne pas manifester. Le seul instrument dont disposent aujourd'hui les Togolais pour s'exprimer, ce sont les manifestations publiques. Nous allons les maintenir au tant que nécessaire », arguait alors un responsable de la coalition pour justifier l'organisation de la manifestation le 3 février, soit le lendemain de la publication du communiqué. Outre cette remise en cause du communiqué rendu public par les médiateurs, la coalition fait toujours de ses préalables



Faure Gnassingbé

un point essentiel avant toute discussion de fond. « Nous ferons une évaluation. Et elle concernera le reste de toutes les mesures d'apaisement. Entre autres, la libération des membres du Mouvement Nubuéké, la libération des manifestants toujours en détention, la libération des personnes détenues dans le cadre de l'affaire des incendies des marchés de Kara et de Lomé, la levée d'interdiction de manifester à Mango, Sokodé et Bafilo... Si tout cela n'est pas réglé, on ne continuera pas les discussions », affirme pour sa part Jean-Pierre Fabre, leader de l'Alliance nationale pour le



Tikpi Atchadam

ses amis estiment qu'il n'est pas opportun de s'asseoir autour d'une table de discussion alors que leurs militants sont en prison.

### Un dialogue aux issues incertaines

Il est évident que les acteurs politiques togolais veulent en découdre pour un temps encore dans les rues. De la suspension des manifestations jusqu'aux, et pendant les négociations, l'opposition brandit la constitution pour organiser ses marches. Le pouvoir en réponse organise des manifestations déguisées en concert pour la paix. Chaque acteur semble donc certain de ses forces. A

cette allure, il faut craindre un langage de sourds demain le 15 février à l'ouverture de ce fameux dialogue qui prendra probablement fin plus tôt que prévu.

### Au nom de l'apaisement

Le Togo est actuellement à la croisée de son cheminement vers la démocratie. Il revient aux acteurs de considérer les intérêts patriotiques en faisant tout pour que ce dialogue le 27<sup>e</sup> du genre depuis l'avènement de la démocratie soit la dernière et constitue une solution définitive à la crise qui secoue le pays depuis 6 mois déjà. Pour cela, chaque camp doit mettre de l'eau dans son vin et aucun sujet ne doit être tabou. D'ailleurs, le pouvoir à travers le ministre Gilbert Bawara a laissé entendre hier sur les plateaux de la télévision africa24 que son parti est disposé à œuvrer pour l'apaisement en allant aux pourparlers dans un esprit « d'ouverture et constructif », des conditions essentielles pour une sortie de crise. Ce dernier veut aussi un dialogue inclusif où les différentes tendances politiques du pays vont apporter leurs contributions pour sa réussite.

Pour ne pas faire des frustrés, le chef de file de l'opposition doit laisser l'idée selon laquelle seul le pouvoir et la coalition des 14 sont les seuls habilités à participer au dialogue.

Archange T. Faré

Le ministre Bawara sur la chaîne panafricaine africa24

## Le gouvernement va au dialogue avec un esprit « d'ouverture et constructif »

**Le dialogue entre les acteurs politiques s'ouvre demain à Lomé. Ce dialogue, le 27<sup>e</sup> du genre depuis l'avènement du processus démocratique, agite toute la classe politique toute tendance confondue. Reçu sur les plateaux de la chaîne de télévision panafricaine « Africa24 », le ministre de la Fonction publique Gilbert Bawara souhaite un dialogue inclusif au cours duquel aucun sujet ne sera tabou.**

Bientôt 6 mois, le Togo est secoué par une crise politique sans précédent qui a donné un coup dur au vivre ensemble entre les militants des tendances politiques et met à rude épreuve l'économie du pays. Pour trouver une solution définitive à la crise, les acteurs politiques vont se réunir à partir de demain autour de la table de discussion pour plancher sur cette crise afin de trouver une solution définitive.

Reçu par notre confrère africa24, le ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative a laissé entendre que l'objectif de ce dialogue est de permettre à toutes les tendances politiques de s'exprimer sans tabou sur tous les sujets de préoccupation politique, pour

qu'enfin, une solution définitive soit trouvée à cette crise.

« Autour de la table de discussion il faut que toutes les tendances aient le loisir et la possibilité de mettre sur la table les points de discussion qu'ils souhaitent », a laissé entendre le ministre togolais. Montrant la bonne foi du gouvernement, M. Bawara souhaite qu'aucun sujet ne soit tabou et personne ne soit empêché d'exprimer en toute liberté ses idées. Le ministre précise que le camp présidentiel est serein et va au dialogue dans un esprit « d'ouverture et constructif ».

Il faut noter que la question d'une participation inclusive au dialogue fait couler beaucoup d'encre et de salive. Les uns pensent qu'étant donné que c'est la

coalition des 14 partis politiques de l'opposition qui manifeste dans la rue contre le pouvoir, il faudrait que ça soit seulement les deux tendances politiques (pouvoir et coalition) eux seuls soient autour de la table de discussion. Un avis que ne semble pas partager le ministre Bawara et le gouvernement pour lesquels le dialogue doit réunir toutes les tendances afin que tout le monde vienne exprimer son opinion pour une sortie de crise définitive.

« Je ne vois pas de raison pour une tendance d'avoir du mépris pour certains acteurs politiques. L'objectif qui est recherché est de permettre un très grand nombre d'acteurs politiques de s'exprimer en apportant leur contribution sur les réformes



Le ministre Bawara

dont notre pays a besoin et qui sont déjà engagées. Cet objectif ne doit amener qui que ce soit à dire que certains seraient disqualifiés pour apporter leurs idées et leurs contributions » a insisté le bras droit du président Faure.

Pour donc la majorité au pouvoir, chacun doit apporter sa modeste contribution pour savoir l'orientation que les réformes doivent prendre pour la satisfaction de tous les Togolais.

Joachim

Toujours des perturbations sur le plan social

# La Cset se radicalise, le Synphot ne décolère pas

## ● Sauver les secteurs de l'éducation et de la santé

**Après avoir observé des grèves pour revendiquer de meilleures conditions de vie et de travail la semaine passée, le secteur de l'éducation renoue encore cette semaine avec de très fortes perturbations. La CSET observe depuis hier, 4 jours de cessation de travail, c'est-à-dire les 13, 14, 15 et 16 février 2018. Avec toujours en toile de fond, la question des primes et indemnités.**

Le bras de fer entre d'une part la Coordination des syndicats de l'éducation et le gouvernement d'une part et des praticiens de la santé avec le gouvernement d'autre part n'est pas prêt de s'arrêter. Pour cause, les enseignants se sont radicalisés en observant depuis hier 4 jours de cessation de travail. Selon les syndicats des enseignants, la question de primes et indemnités « doit être achevée en un temps record afin d'apporter l'accalmie et de permettre d'aborder les autres questions dans la sérénité », souligne le communiqué rendu public par la Cset. Pour Atchou Atcha et ses camarades, le gouvernement doit accorder une attention particulière à la question des indemnités et primes qui doit être traité

en priorité dans le cadre de discussion mis en place par le gouvernement pour plancher sur la revalorisation de leur traitement salarial qu'ils exigent depuis plusieurs années académique déjà. Ainsi de 48 heures de grève, les enseignants sont passés à 72 heures avant de hausser le ton par 4 jours de grève qu'ils observent depuis hier mardi.

### Sauver le système éducatif

Depuis bientôt 5 ans, les années académiques successives ont été marquées par des débrayages paralysant ce secteur. Cette année encore comme si cela ne suffisait pas, on renoue avec ce cycle infernal tel un travail de Sisyphe, le gouvernement ouvre toujours des négociations prend parfois des engagements pour sauver l'année mais sans arriver à résoudre une fois de bon la crise. Cette année encore, c'est toujours le même schéma qui se produit on point où on se pose la question de savoir si les deux parties vont enfin sauver ce qui peut encore l'être. Pendant ce temps, on assiste à une génération d'élèves mal formés. Comment peut-on comprendre que les élèves qui vont juste au cours les

lundis et vendredi soit seulement 2 jours par semaine puissent et ceci pendant 5 ans sans que les deux protagonistes de cette crise ne peuvent par un sursaut de patriotisme, trouver une solution idoine à la crise. Mieux, quelle élite de demain est-on en train de former ? N'est-ce pas une génération sacrifiée ? Ces seules questions doivent amener le principal responsable : le gouvernement à faire possible pour rompre avec le signe indien : année mouvementée dans le cas contraire, le Togo doit s'attendre les quinze prochaines années à une génération male formée et en perte de repère et cela va avoir des conséquences graves sur le futur du pays. A cette allure même si au finish le gouvernement arrive à sauver l'année on ne doit pas s'attendre à des miracles, le Togo ne récoltera que ce qu'il aura semé : « une génération tarée et fainéante », adieu donc l'atteinte des objectifs du développement durable, les fameux ODD en matière d'éducation.

### Les médecins entendent durcir le ton les semaines à venir

Le Synphot après avoir attiré l'attention du gouver-

nement quant aux conditions de délabrement avancé des formations sanitaires avec la vétusté, sinon l'absence de matériels de travail, s'est engagée la semaine passée dans une bataille qui ne dit pas son nom avec le gouvernement. Cette fois ci, l'objectif du débrayage semble être légitime ; l'équipement des centres de santé. Comment peut-on comprendre que la seule formation hospitalière du Togo : le Chu Sylvanus Olympio ne dispose même pas de scanner ? Est-ce que c'est fait à dessein ? La santé des populations ne préoccupe-t-elle pas nos autorités ? Autant de questions qui taraudent les esprits. Face à la légitimité des revendications du Synphot, que fait le gouvernement Klassou ? Doit-on laisser pourrir la situation comme pour dire « lorsque les médecins seront fatigués, ils vont reprendre le travail ? ».

De sources proches du Synphot, dans les prochains jours les médecins vont se radicaliser aussi comme les enseignants. Mieux le secteur de la santé va connaître de fortes tensions si d'ici-là, le gouvernement ne fait rien pour accéder aux revendications du Synphot. On

annonce la fermeture pure et simple des hôpitaux et centre de santé pendant les périodes de débrayage. Et cela n'augure rien de bon parce que ce secteur est important pour le bien-être des populations et sans service minimum pendant les moments des grèves, on devrait s'attendre à des morts en cascade dans les établissements sanitaires.

Ce qui est dommage, c'est que dans sa vie, l'homme quel que soit sa forme peut avoir parfois des ennuis de santé et c'est dans ces hôpitaux que surtout le Togolais lambda se fait soigner. Malheureusement nos autorités ne se soignent pas dans nos hôpitaux publics pour appréhender la réalité de la situation.

La situation de ces deux secteurs ne doit laisser personne indifférent si le Togo abandonne ces deux secteurs à leur triste sort, le pays ne doit pas être surpris dans le futur de récolter ce qu'il aura semé : une jeunesse mal formée, non compétitives et incapables d'impacter positivement et de trouver des solutions aux problèmes du pays. Quant aux hôpitaux qui sont déjà des mouroirs, ils ne vont que causer l'hécatombe.

Tinos

## Marché unique du transport aérien

# Le ministre Ninsao Gnofam donne les raisons du choix de Faure pour piloter le projet

Lors de la 30<sup>e</sup> session des chefs d'Etats et de gouvernement de l'Union africaine, le président Faure Gnassingbé a été désigné par ses pairs du continent pour piloter le Marché unique du transport aérien en Afrique (Muta). Face à cette percée diplomatique du Togo, le ministre des Travaux publics et des Transports a entretenu le 1<sup>er</sup> février dernier, les journalistes sur ce que sait que la Muta et les raisons qui ont pesé dans le choix du Togo pour piloter la mise en œuvre de ce projet.

Le ministre des Travaux publics et des Transports visiblement satisfait par le choix porter sur le Togo à travers son président pour conduire la Muta avait à son côté le Col. Gnama Latta, le Directeur général de l'Agence nationale de l'aviation civile (Anac). Les deux hommes ont d'abord expliqué le concept du Muta qui participe à l'agenda 2063 qui vise à mutualiser les efforts pour un marché commun en matière de transport aérien.

Ce projet décidé à Yamoussoukro en 1999 et entériné par les chefs d'Etats en juillet 2000 lors du sommet de l'Ua, vise à redorer le bla-



Le ministre des Transports Gnofam et le DG de l'ANAC Gnama Latta

son au transport aérien en Afrique en l'accroissant et le rendre compétitif dans le monde entier, bref l'objectif principal de « ce projet 2063 est de libéraliser le transport aérien qui ne représente que 3% du trafic sur le plan mondial alors qu'elle a d'énormes potentialités » déplore le ministre Gnofam. Face ce handicap, il faut redynamiser ce secteur très capital pour le développement économique du continent d'où la nécessité de mutualiser les efforts.

«Beaucoup de compagnies n'ont pas le droit de survoler le ciel ou de toucher les aéroports de certains pays, et cela constitue des blocus qui ne permettent pas

d'atteindre l'objectif 2063 » a poursuivi le ministre des Transports, avant de laisser entendre « si on ne peut pas voyager librement, on ne peut pas s'intégrer ».

Abordant les raisons qui ont milité en faveur du Togo et du choix de son président pour conduire la mise en œuvre du projet Muta, le ministre a rappelé la vision que le président Faure a pour le Togo et ensuite l'Afrique, cette vision qui s'est traduite par des réformes entreprises dans tous les secteurs de l'économie et surtout la nouvelle aéroport de Lomé qui fait partie des 10 meilleures sur le continent africain et est un hub pour la compagnie

panafricaine Asky qui dessert Lomé en direction de beaucoup d'aéroports en Afrique. Aussi aujourd'hui de Lomé, on peut se rendre directement à New York grâce à la compagnie Ethiopian.

Ainsi le président Faure a reçu pour mission de ramener à la raison les pays africains qui hésitent encore à adhérer au projet Muta. Faut-il le rappeler, à la signature du projet, seul 23 pays parmi lesquels le Togo avait ratifié cet accord de mutualisation des efforts pour le marché commun dans le domaine du transport aérien. Il revient au chef de l'Etat d'user de son savoir-faire en matière diplomatique pour amener

les pays qui hésitent encore à adhérer à ce processus.

Abordant les aspects techniques du processus du Muta, le Col. Latta Gnama, le Directeur général de l'Anac, en libéralisant son transport aérien, l'Afrique verra son PIB passé à 3,2 milliards de dollars, et la création de 300 000 emplois directs et la réalisation d'une économie de 500 millions de dollars. Le processus aura aussi pour conséquence une progression nette de 75% en termes de trafic et de connectivité et la réduction considérable des temps de liaison.

Selon le ministre Gnofam, le Maroc, la Mauritanie, le Djibouti et la République centrafricaine sont des pays qui ont déjà donné leur accord de principe pour adhérer au projet Muta avant de rassurer que les 23 Etats qui ont adhéré au processus, représentent 80% du trafic sur le continent noir.

Il faut souligner que le Muta à terme aura des incidences considérables sur la réduction des coûts des billets dans tous les pays du continent.

Joachim

## Lancement officiel de l'Entreprise Sociale de Marché Commun (ESMC)

# Un outil puissant pour l'atteinte rapide des 17 Objectifs de Développement Durable (ODD) au Togo

Permettre au Togo d'atteindre rapidement le 1<sup>er</sup> des 17 Objectifs du développement durables et éliminer ainsi la pauvreté sous toutes ses formes. C'est en effet ce qui sous-tend le lancement officiel le 7 février à son siège à Lomé et

Pour lui, l'objectif principal est d'intégrer chaque être humain et son activité à un marché commun afin que la richesse atteigne tout le monde. Autrement, l'ESMC n'est pas seulement une plateforme de vente et d'achat, mais aussi un outil

ligne contre l'Ordre de pré-lèvement irrévocable.

Quant au Gérant de l'ESMC, M. Essohamlom SAMA qui l'a succédé pour le lancement officiel de la plateforme, il est question de mettre l'être humain au centre de l'entreprise. Pour



M. Essohamlom Sama,  
Gérant de l'ESMC



Les adhérents présents au lancement

en présence des autorités et des centaines d'adhérents, de l'Entreprise Sociale de Marché Commun (ESMC).

Dans son mot de circonstance, le Chargé des Affaires auprès du ESMA, M. Foudou Boukpepsi est revenu sur le mécanisme de cette plateforme de production commune qui compte à ce jour 722 000 adhérents et qui ambitionne d'atteindre le million de Togolais membres.

social qui permet aux plus nantis de prendre en compte les citoyens les plus défavorisés. Il a pour finir relevé que la production commune se matérialise par quatre (04) centrales communes à savoir : la Souscription pour soi et pour les tiers aux comptes marchands et aux bons de consommation ; l'Achat-Vente réciproques ; les Prestataires de la production commune et les Acheteurs-Revendeurs en

lui donc, il est possible de sortir les Togolais les plus défavorisés de la pauvreté, et là il suffira de leur doter d'un bon de consommation de 30 000 F à raison de 1000F par jour pour y parvenir.

Cette cérémonie qui s'inscrivait dans le cadre des Journées portes ouvertes sur l'ESMC s'est achevée par la visite des stands et les différentes offres que propose l'entreprise.

Régis

## Kenya

# Création d'une agence nationale unique dédiée au développement

C'est un des premiers grands projets annoncés par le président kenyan Uhuru Kenyatta depuis sa réélection en octobre. 6 grandes agences financières vont fusionner pour former ce que le gouvernement appelle une « méga banque de développement ». Une équipe a été créée pour étudier les modalités de cette fusion. Cette décision fait suite à un rapport produit en 2013 qui pointait du doigt les déficiences de l'administration et les besoins d'efficacité.

Le Kenya projette de créer un guichet unique géant. La Banque de développement, la Banque industrielle de développement, l'Agence de biens industriels et plusieurs fonds pour les jeunes et les femmes ne feront bientôt plus qu'un. Objectif : faire des économies, améliorer l'efficacité et éviter les doublons. Kwame Owino, responsable de l'institut éco-

nomique de Nairobi.

« Le Kenya a tellement d'institutions étatiques, qui font souvent la même chose, et chacune a du personnel. Donc il y a vraiment un besoin d'améliorer l'efficacité et de consolider ces agences. L'inefficacité du secteur public, ralentit les affaires, ralentit les grands mais aussi les projets modestes.

Donc c'est une bonne idée d'abord parce que les banques ont besoin d'un capital important. Avoir de petits fonds les rend fragiles. En les fusionnant, la direction pourra réaliser des choix stratégiques sur quels types de business devront être soutenus, et cela rendra l'institution plus compétitive. »

Locomotive de l'Afrique de l'Est, le Kenya pâtit néanmoins d'une lenteur administrative qui a des causes historiques comme l'explique Aly-Khan Satchu, analyste en investissement.

« Actuellement le sys-

tème est confus. On a mis des rustines là où il y avait des problèmes, mais il n'y a pas eu de refonte de la structure. Tout cela est un héritage de l'indépendance quand il a fallu trouver des solutions en urgence pour faire marcher le système, sans créer de structure viable. Et puis la bureaucratie n'est pas forcément la meilleure des solutions. Vous avez peut-être le budget, mais pour l'application, ce n'est pas ça. Le défi pour le gouvernement aujourd'hui, c'est de débloquer l'exécution des décisions. »

L'économiste garde toutefois une certaine méfiance. Il attend de voir.

Le gouvernement a mis sur pied une équipe chargée d'étudier les aspects légaux et institutionnels de cette fusion géante. En attendant, les autorités ont demandé aux 6 agences de geler tout recrutement et de n'acquiescer aucun bien ou propriété.

## Économie

# Le Togo a perdu plus de 40% de ses revenus au cours des 6 mois de crise

Le retour à la Constitution de 1992, l'amélioration du cadre institutionnel, le droit de vote de la diaspora et la libération des détenus politiques. Ce sont entre autres les revendications posées par l'opposition togolaise qui est acteur non négligeable dans la crise sociologique qui secoue le Togo depuis plusieurs mois.

Reçu ce dimanche 11 février 2018, dans l'émission « D12 » de la radio Pyramide Fm (une station de radio privée de la place), Agbéyomé Messan Kodjo, président de l'Organisation pour Bâtir dans l'Union un Togo Solidaire (OBUTS), est revenu sur le bilan économique de cette crise.

Occasion pour l'ancien Premier Ministre d'appeler les leaders de la coalition et du pouvoir à s'impliquer davantage dans le dialogue qui va s'ouvrir le 15 février prochain pour l'intérêt du peuple.

« Pendant les 6 mois, je considère que nous avons perdu des centaines de milliards car un budget général évalué à 1200 milliards, suppose que nous devons réaliser des recettes fiscales de plus de 100 milliards tous les mois pour espérer qu'à la fin de l'année nous n'ayons pas de difficultés budgétaires », a déclaré M. Agbéyomé Kodjo. De sources proches du Conseil National du Patronat, a-t-il révélé, le Togo a perdu entre 30 et 40% de ses activités ».

« L'impact est réel, les hôtels qui se ferment et les petits commerces tournent au ralenti », a-t-il déploré.

Le président national du parti politique OBUT a indiqué qu'il est « temps » que les acteurs politiques prennent leurs responsabilités pour la réussite du dialogue du 15 février 2018 afin de mettre fin « à la souffrance de la population ».

« Si le combat politique a pour objectif d'apporter une réponse à ceux qui sont désespérés, à ceux qui sont dans l'entente d'une vie meilleure, il faudrait que nous puissions faire preuve de sagesse en allant à ce dialogue et le réussir pour donner de l'espérance à la population », a indiqué l'ancien Premier Ministre.

Il a par ailleurs partagé l'idée d'un dialogue inclusif et a insisté sur le fait que ces pourparlers devront être ouverts.

On ne peut pas réduire les problèmes nationaux à la convocation de deux camps notamment celui du pouvoir et des 14 partis de l'opposition. Ces deux camps ne peuvent pas à mon avis résoudre l'ensemble des problèmes qui freinent le développement du pays », a-t-il fait savoir.

Icilome.com

## Reconstruction en Irak

# La pétrochimie parmi les priorités du gouvernement

La conférence sur la reconstruction de l'Irak organisée au Koweït s'est focalisée hier sur les projets du secteur privé. La modernisation des infrastructures pétrolières reste au cœur des préoccupations des autorités de Bagdad, et elles mettent l'accent sur le développement de l'aval pétrolier, en particulier le raffinage.

Pour reconstruire l'Irak, développer l'aval pétrolier et gazier demeure une priorité des autorités. Sur les 157 projets listés par la Commission irakienne des investissements, 18 sont liés à la pétrochimie. Surtout, ils sont classés parmi les 41 projets stratégiques majeurs, au même titre que l'aéroport de Mossoul, les voies ferrées ou les autoroutes. Il s'agit notamment de terminaux pétroliers, d'oléoducs, d'usines de fabrication d'urée, la matière première des engrais azotés. Mais surtout de raffineries.

### Le pétrole irakien raffiné... en Inde

L'Irak est désormais le deuxième producteur de l'OPEP derrière l'Arabie saoudite mais il raffine à peine un quart de son pétrole. Développer l'aval permettrait au pays d'exporter autre chose que du brut, dont les quantités sont plafonnées désormais par l'OPEP. Et de capter une valeur ajoutée qui part à l'étranger. Car « le pétrole de l'Irak, c'est l'Inde surtout qui le raffine, souligne Philippe Sébille-Lopez, et même un peu l'Iran ». Du coup l'Irak dépense 2 milliards de dollars par an pour importer des produits raffinés.

A ce jour les raffineries de l'Irak sont soit minuscules, soit très endommagées par les combats. Baiji, la grande raffinerie du nord du pays est détruite à 60%. Pour le reste, il s'agit de toutes petites raffineries de 15 000 à 60 000 barils par jour. L'Irak voudrait doubler ses capacités d'ici 2021. La rénovation de Baiji est donc prioritaire, de même que la création de pôles de raffinage ou de pétrochimie dans les provinces d'Al Anbar à l'ouest, de Dhi Qar et sur le port d'Al Faw, au sud.

### Investisseurs méfiants

Il s'agit maintenant de convaincre les investisseurs. Et en premier lieu les compagnies étrangères, qui ne réaliseront ces infrastructures dans l'aval pétrolier que si elles bénéficient d'un accès favorable aux gisements. Jusqu'à présent les contrats de service proposés par les autorités irakiennes les ont au contraire fait fuir, Shell a abandonné le développement de Majnoun ; Exxon celui de West Qurma. Mais, signe peut-être que les choses sont en train de changer, la major américaine négocie à nouveau en Irak, de même que BP.



Pérez, BBC, Mondial

## Voilà pourquoi Kylian Mbappé a préféré le PSG au Real Madrid l'été dernier

Un but décisif de Kylian Mbappé face au PSG, une qualification en quart de finale et un jeune international avec le Santiago Bernabeu à ses pieds... Voilà un scénario qui aurait certainement plu au Real Madrid pour mercredi

nier pour recruter l'attaquant français, alors toujours à l'AS Monaco et qui hésitait sur la destination à rejoindre pour son futur proche.

Pérez a tout fait pour séduire Mbappé

La question est donc la

chester City en mars dernier. Etincelant, Mbappé avait alors grandement contribué au succès monégasque (3-1) et donc à la qualification de l'ASM en quart de finale de la Ligue des Champions.

Sous le charme, le président madrilène a alors commencé l'opération séduction. Présentation du projet, appel de Zinedine Zidane... Rien n'était laissé au hasard. Persuadé d'avoir le joueur dans la poche, le Real Madrid a donc entamé les négociations avec Monaco, qui préférerait bien évidemment vendre sa pépite en Liga plutôt qu'à son rival parisien en Ligue 1.

« Le Real le voulait maintenant pour ne pas le perdre plus tard »

Problème pour le club madrilène, toutes les places en attaque étaient alors occupées par la fameuse BBC (Benzema-Bale-Cristiano Ronaldo). Un élément qui a (grandement) pesé dans la balance, Mbappé souhaitant du temps de jeu dans une année de Mondial. Résultat, il a décidé de s'engager au PSG... et le Real Madrid s'est retrouvé les mains vides. « Zidane, qui a trop de respect pour les joueurs qui l'ont fait gagner, n'a jamais dit à Mbappé : on va te faire une place », raconte ainsi un proche du club espagnol à *L'Equipe*.



soir. Léger problème, l'ancien attaquant monégasque a préféré s'engager avec Paris l'été dernier plutôt que de rejoindre Madrid. Mais pourquoi ce choix ?

Ce soir sera forcément particulier pour Kylian Mbappé. Maillot du PSG sur le dos, l'international français va très certainement être titulaire au Santiago Bernabeu pour affronter le Real Madrid, un club qui aurait bien pu être son présent. En effet, le club madrilène a tout fait l'été der-

suivante : pourquoi Mbappé a-t-il préféré rejoindre la Ville Lumière plutôt que la capitale espagnole ? A un peu plus de 24 heures de la rencontre, *L'Equipe* a décidé de revenir sur ce feuilleton estival et d'en dévoiler les coulisses. Histoire de mieux connaître le natif de Bondy, dont on lui disait le plus grand bien, Florentino Pérez avait décidé de se déplacer en personne pour le voir de ses propres yeux lors du match entre l'AS Monaco et Man-

## La fédération chinoise instaure de nouvelles règles sur les transferts après l'affaire Bakambu

Les équipes chinoises de Super League tentant d'éviter de régler la taxe équivalente au montant du transfert des stars étrangères pourraient se voir retirer des points au championnat, a annoncé lundi la Fédération de football chinoise (CFA).

Selon le bulletin émis lundi soir par la CFA, les clubs réfractaires pourraient se voir amputer de jusqu'à 15 points en Super League. Ils pourraient également se voir empêcher d'enregistrer officiellement leurs nouveaux joueurs tant que tous les détails des contrats de transfert et les preuves de paiement n'auront pas été fournis à la Ligue.

La Fédération tente ainsi de combler les failles de la législation actuelle autour des transferts de joueurs étrangers, mis au jour au travers de l'affaire entourant Cedric Bakambu, cédé par Villarreal à Goan, mais dont le transfert n'a toujours pas été officialisé par le club pékinois.

Jusqu'à 15 points de pénalité pour les

plus gros transferts

Selon des experts et les médias chinois, Goan tenterait ainsi d'éviter de s'acquitter de la nouvelle taxe instaurée en mai 2017 et qui frappe tous les transferts des joueurs étrangers supérieurs à 45 millions de yuans (5,7 M EUR).

Ces nouvelles règles plus restrictives ont été mises en place « en prenant en compte les nouvelles réalités apparues récemment dans le processus actuel d'enregistrement des transferts de joueurs », a indiqué la CFA, sans plus de détails.

Les clubs qui tenteraient d'échapper à la taxe se verraient retirer un point dans leur classement au championnat chinois en cas de transferts allant jusqu'à 45 millions de yuans. Le nombre de points retirés pourra ensuite aller jusqu'à 15 pour les transferts dépassant les 360 millions de yuans (46 M EUR).

aussi été approchés.

**Conte a un message pour ses dirigeants...**

Antonio Conte et le mercato, c'est toute une histoire. Bari, Juve, Chelsea... L'entraîneur italien est souvent mécontent des recrues du club qu'il entraîne. Au point qu'il peut claquer la porte à tout moment,

Ski de fond

## Mathilde Amivi Petitjean termine à la 59e place

Mathilde Amivi Petitjean, seule athlète togolaise à participer aux JO de Pyeongchang, s'est classée à la 59e place lors des qualifications du sprint classique femme de ski de fond disputée mardi.



Petit réconfort, Mathilde est devant ses concurrentes de Roumaine, d'Australie, de Corée et de Croatie.

Prochain rendez-vous le 15 février pour les 10km.

republicoftogo

Tennis

## Federer veut reconquérir la place de N.1 mondial

Après avoir demandé une invitation pour s'aligner aux Pays-Bas, Roger Federer n'est désormais plus qu'à trois petites victoires d'un retour fracassant au sommet de la hiérarchie mondiale. Il ne le cache pas, ce serait pour lui un accomplissement très spécial.

Roger Federer n'est qu'à trois matches et quelques jours de la première place du classement ATP et d'une énième page d'histoire. Devancé de 155 points par Rafael Nadal, qui avait repris le pouvoir au mois d'août dernier, le Suisse a besoin d'accéder au dernier carré à Rotter-



dam pour glaner 180 points et se hisser juste au-dessus de son grand rival.

« J'espère redevenir numéro un mondial » a concédé Federer lundi lors de sa conférence de presse d'avant-tournoi. Il le sait, cette chasse aux points sera le grand fil rouge de la semaine à Rotterdam. S'il atteint le sommet de la hiérarchie mondiale, pour la première fois depuis octobre 2012, Federer deviendra à 36 ans le leader le plus âgé de l'histoire du tennis devant l'Américain Andre Agassi. Il s'en faudra de beaucoup puisque Agassi avait 33 ans quand il a quitté le pouvoir pour la dernière fois. Federer file sur ses 37 printemps.

## TRANSFERT

**Luis Enrique sondé par le PSG ?**

Alors qu'Unai Emery joue gros face au Real Madrid, le PSG prépare doucement (mais sûrement) le terrain la saison prochaine. En cas de départ de l'Espagnol, le club parisien pour-

rait songer à le remplacer par... un autre entraîneur ibérique. Selon *Mundo Deportivo*, Luis Enrique, sans club depuis son départ du Barça, a récemment été contacté par le directeur sportif du PSG Antero Henrique. Mais ce n'est pas tout, puisqu'Antonio Conte, Massimiliano Allegri et José Mourinho ont eux

comme avec les Bianconeri à l'été 2014. Et visiblement, l'actuel coach des Blues n'a pas digéré certains échecs, comme par exemple Romelu Lukaku l'été dernier ou Edin Dzeko cet hiver.

« Je crois que je suis un vrai désastre pour convaincre le club d'acheter des joueurs. Je pense que je dois encore beaucoup progresser

dans cet aspect-là. Je dois apprendre des autres entraîneurs dans ce domaine. Je dois parler davantage avec les managers qui sont très bons quand il s'agit de persuader leurs clubs de dépenser de l'argent pour acheter des joueurs », a-t-il expliqué ce lundi dans des propos relayés par les médias anglais.

**TMONEY**  
**FÊTE AVEC VOUS**  
*La Saint-Valentin*

**Du 15 JAN au 17 FÉV 2018**



**Incite tes amis et proches à créer un COMPTE TMoney et maximise ta chance de gagner**

Composez **\*145#**  
 Ouverture de compte avec obligation de dépôt minimum de **500 Frs**

**PARTICIPEZ au JEU en Envoyant votre NUMÉRO au 911**  
**WhatsApp, ville, sexe, âge**  
**EX : 90000000,Bassar,M,27 au 911**

Après votre inscription vous êtes intégrés à un groupe WhatsApp administré par Togocel

\*Inscription par sms: 50FCFA

**Des dotations TMoney à se partager**



**MEILLEURS PARRAINS TMoney**

**Ce prix récompense les participants à la campagne qui auront créé le plus grand nombre de compte TMoney à autrui dans leur entourage. Le participant bénéficie immédiatement de 3min de communication intra réseau et de 2min au numéro souscrit en envoyant les numéros des comptes créés au 993.**

**MEILLEURS PROMOTEURS TMoney**

**Il consiste à récompenser les participants meilleurs promoteurs (ayant enregistrés les meilleures vidéos de promotion du service TMoney) de TMoney**

**MEILLEURS UTILISATEURS TMoney**

**Ce prix est décerné aux meilleurs utilisateurs TMoney sur la base du classement des montants totaux des transactions TMoney effectuées au cours de la période de la campagne.**

**MEILLEURS GROUPES TMoney**

**Ce prix est décerné aux meilleurs groupes sur la base du classement des montants totaux des transactions TMoney effectuées par l'ensemble des membres de chaque groupe; au moins 10% de transactions additionnelles par membre.**

**MEILLEURS VOTANTS**

**Ce prix est décerné aux meilleurs votants sur la base du trafic SMS généré.**



LE LEADER

service client : 888 www.facebook.com/Togocel www.twitter.com/Togocel www.youtube.com/Togocel service client : 888 www.facebook.com/Togocel www.twitter.com/Togocel www.youtube.com/Togocel